

**UNHCR
Centre for Documentation and Research**



WRITENET Paper No. 20/1999

**CONGO-BRAZZAVILLE
LA GUERRE CIVILE ET SES CONSEQUENCES SUR LE GABON**

By François Gaulme

January 2000

**WriteNet is a Network of Researchers and Writers on
Human Rights, Forced Migration, Ethnic and Political Conflict**

WriteNet is a Subsidiary of Practical Management (UK)

E-mail: writenet@gn.apc.org

THIS PAPER WAS PREPARED MAINLY ON THE BASIS OF PUBLICLY AVAILABLE INFORMATION, ANALYSIS AND COMMENT. ALL SOURCES ARE CITED. THE PAPER IS NOT, AND DOES NOT PURPORT TO BE, EITHER EXHAUSTIVE WITH REGARD TO CONDITIONS IN THE COUNTRY SURVEYED, OR CONCLUSIVE AS TO THE MERITS OF ANY PARTICULAR CLAIM TO REFUGEE STATUS OR ASYLUM. THE VIEWS EXPRESSED IN THE PAPER ARE THOSE OF THE AUTHOR AND ARE NOT NECESSARILY THOSE OF WRITENET OR UNHCR.

ISSN

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION: ORIGINES ET ESCALADE DU CONFLIT CONGOLAIS (1993-1999)....	1
1.1 TENSIONS PROGRESSIVES APRÈS LA DÉMOCRATISATION (1990-1999)	1
1.2. LA CONFIGURATION DU PAYS ET LES TENSIONS ETHNICO-RÉGIONALES	3
2. IMPLICATIONS REGIONALES DU CONFLIT CONGOLAIS	6
2.1 LE CONGO-BRAZZAVILLE DANS SON ENVIRONNEMENT GÉOGRAPHIQUE ET CULTUREL	6
2.2 CONGO ET GABON, UNE HISTOIRE PARTAGÉE	8
3. PERSPECTIVES DE RETOUR DES REFUGIÉS ET DES PERSONNES DEPLACÉE	10
3.1 CONDITIONS INTERNES D'UNE PAIX DURABLE AU CONGO-BRAZZAVILLE	10
3.2 POSSIBILITÉS ET LIMITES D'UNE MÉDIATION GABONAISE	12
3. 3 LA RÉINSTALLATION DES RÉFUGIÉS	14
4. CONCLUSION	16
5. BIBLIOGRAPHIE.....	17

United Nations High Commissioner for Refugees
CP 2500, CH-1211 Geneva 2, Switzerland

E-mail: cdr@unhcr.org
Web Site: <http://www.unhcr.org>

1. Introduction: Origines et Escalade du Conflit Congolais (1993-1999)

1.1 Tensions progressives après la démocratisation (1990-1999)

La guerre civile qui a affecté le Congo-Brazzaville en trois phases (1993-1994, 1997, 1998-1999) remonte à la démocratisation qui s'est produite à Brazzaville au début des années 90. Elle a opposé tout d'abord les partisans du président nouvellement élu, Pascal Lissouba, à ceux de son rival malheureux au second tour de l'élection présidentielle d'août 1992, Bernard Kolelas. Ce dernier a défié l'autorité présidentielle, contestant la valeur des résultats du premier tour des élections législatives de 1993 et a appelé ses partisans, essentiellement des *lari* (sous-groupe *kongo*)¹ des quartiers sud de la capitale, à boycotter la suite du scrutin, puis à ne pas reconnaître le gouvernement formé après celui-ci par Joachim Yhombi-Opango, un militaire du nord du pays, ancien président de la République (1977-1979), qui s'était rallié à Lissouba dans le cadre d'une confédération politique nommée "Mouvance présidentielle". L'armée, divisée ethniquement et politiquement, refusa d'obéir aussi aveuglément que jadis au chef de l'Etat, d'ailleurs en rupture avec son prédécesseur, Denis Sassou Nguesso, qui l'avait pourtant fait élire. Les premiers combats entre milices rivales ("Ninjas" de Kolelas contre "Mambas" *bembe* du régime Lissouba) se produisirent durant l'été 1993. Diverses médiations internationales, notamment gabonaise, donnèrent de très fragiles résultats, avant un accord général de réconciliation fin 1994, puis un solennel "Pacte pour la paix" en décembre 1995, qui réunissait à nouveau les "Tcheks" (*lari* partisans de Kolelas) et les "Niboleks" (originaires des trois régions administratives du Niari, de la Lekoumou et de la Bouenza, soutenant Lissouba). L'atténuation progressive des affrontements armés et des tensions politiques permit à Kolelas de devenir, en 1994, maire de Brazzaville puis de se rallier plus ou moins à la coalition présidentielle. Cette première phase de la guerre civile, circonscrite exclusivement à Brazzaville, aurait fait "au moins 2 000 morts et plus de 100 000 personnes déplacées de part et d'autre de ce qui était devenu une ligne de démarcation inter-urbaine".²

La deuxième phase de la guerre civile éclata quelques semaines avant l'élection présidentielle qui devait éventuellement renouveler le mandat de Lissouba, et alors que Sassou Nguesso, à nouveau candidat, semblait avoir plus de chances qu'en 1992. Le conflit commença le 5 juin 1997, alors qu'un détachement militaire français se trouvait à Brazzaville, du fait de la situation sur l'autre rive du Congo, où Kabila venait de renverser Mobutu, le 17 mai précédent, et de transformer ainsi le Zaïre en RDC (République démocratique du Congo). Mais la France se limita à évacuer les étrangers et à laisser les partisans respectifs de Lissouba et de Sassou Nguesso (milices "Cobras") se battre le long d'une nouvelle ligne de partage, qui passait par l'aéroport de la capitale. Les quartiers sud, contrôlés par Kolelas et ses Ninjas, restèrent neutres et accueillirent même des réfugiés, ceci jusqu'au 8 septembre

¹ Dans ce travail, les termes ethniques, tous d'origine bantou, seront mentionnés selon l'usage le plus habituel, consistant à supprimer le préfixe de classe au début du mot, sans introduire pour autant un signe éventuel de pluriel à la fin du mot. Ainsi, les *balari* ("*balaadi*") seront désignés sous le nom de "*lari*", les *bakongo* sous celui de "*kongo*", etc.

² R. Pourtier, "1997: les raisons d'une guerre 'incivile'", *Afrique contemporaine*, n° 186 (avril-juin 1998), p.17

suivant, date à laquelle le maire de Brazzaville se démit de ses fonctions pour devenir le Premier ministre de Lissouba, dont le mandat présidentiel avait été prolongé par le Conseil constitutionnel en raison des événements. Mais Sassou Nguesso continua à résister militairement, aidé par l'Angola et le Gabon, tandis que des négociations générales engagées à Libreville échouaient totalement.

Le 17 octobre, la prise de contrôle de Pointe-Noire, la capitale économique du pays, siège de l'activité pétrolière, mettait fin provisoirement au conflit intérieur congolais. Lissouba fuyait son palais de Brazzaville, tout comme bien des cadres du régime, tandis que Sassou Nguesso s'auto-proclamait président de la République. L'on s'accorde à faire état de 10 000 morts et de considérables destructions de bâtiments au bilan des affrontements armés de 1997, beaucoup plus violents que ceux de 1993-1994 (à l'arme lourde) mais limités toujours à la capitale, en dehors du raid angolais (sans coup férir) sur Pointe-Noire.

La troisième phase de la guerre civile, qui n'est pas achevée, a débuté le 18 décembre 1998 à Brazzaville, où l'armée fit évacuer par l'ensemble de ses habitants le quartier de Bacongo, infiltré par des Ninjas qui auraient été assistés par des combattants parlant portugais (hommes de l'Unita angolaise?). Les premiers déplacements autoritaires et massifs de population eurent donc lieu fin décembre par le "couloir humanitaire" défini à Brazzaville entre des quartiers Nord et Sud. Seulement 50 000 personnes environ les empruntèrent, les autres habitants des quartiers évacués s'installant dans la région du Pool ou rejoignant les premiers réfugiés de 1997 en RDC, dans le Bas-Congo, où a été installé sur la rive droite le camp de Luozi. Parallèlement au bombardement à l'arme lourde du quartier de Bacongo en janvier 1999, l'armée du régime Sassou Nguesso entreprit aussi de reprendre les principales localités du "Nibolek" tenues par des milices dénommés "Cocoyes" et se réclamant plus ou moins de Lissouba. Celles-ci avaient coupé la circulation le long du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) reliant Pointe-Noire à Brazzaville à travers le massif montagneux du Mayombe. Ils avaient effectué aussi des coups de main pour couper l'approvisionnement en eau et en électricité de la capitale économique, mais sans résultat durable. L'opération gouvernementale de prise de contrôle militaire des principales localités situées entre Brazzaville et Pointe-Noire se solda aussi, au premier semestre 1999, par des déplacements massifs de population et par des exactions de toutes sortes, tant de la part de la coalition soutenant Sassou (force qui comptait des troupes angolaises, mais aussi des soldats tchadiens et hutu rwandais) que des ses adversaires, disséminés en de multiples groupes se repliant dans la forêt. A partir de mai-juin, la supériorité militaire du nouveau régime conduisit au retour partiel de Brazzavillois qui avaient fui leurs quartiers dévastés, mais dont beaucoup se trouvaient dans une situation sanitaire déplorable. En même temps, cependant, une nouvelle vague de réfugiés, à l'origine ethnique surtout rattachée au Nibolek, se produisit en direction du Gabon, d'abord près de la mer, en pays *punu* (autour de Moulèngui Binza, dans la province de la Nyanga), dès juillet 1999, puis plus vers l'est (à Bakoumba et Lekoko, à la limite orientale du pays *nzebi*, ainsi qu'à Boumango, en terre *teke*, dans la province du Haut-Ogooué). Un accord passé en octobre entre le nouveau régime et quelques chefs miliciens (anciens officiers de l'armée régulière) a laissé sceptiques bien des observateurs, tout comme la loi d'amnistie adoptée le 16 décembre 1999 par le Conseil national de transition (CNT) à Brazzaville, car elle exclut de cette mesure les dirigeants politiques déchus, montrant ainsi les limites réelles de la volonté de dialogue national au Congo.

1.2. La configuration du pays et les tensions ethnico-régionales

La République du Congo, ancien territoire français du Moyen-Congo, dans le cadre de l'AEF (Afrique équatoriale française), est d'une taille (342 000 km²) équivalente aux deux-tiers de la France environ, mais avec une configuration très étirée le long du fleuve éponyme; si bien que la capitale, Brazzaville, se situe dans un resserrement du territoire national en largeur, à la jonction entre un Sud peuplé, mais dense et cubique, entre 2 et 5° S, et un Nord proportionnellement immense, mais aussi de moins en moins habité au cours du XXe siècle, et où dominent les collines ensavannées des "Plateaux *bateke*" et les formations marécageuses et forestières dites de la "Cuvette" congolaise, de part et d'autre de l'équateur.

La disproportion entre le Nord et le Sud comme entre les zones rurales et les principales villes était très apparente dans les estimations démographiques officielles ayant précédé l'élection présidentielle de 1992: sur un total national de 2 679 000 habitants, seuls 394 071 auraient résidé alors au Nord de Brazzaville, soit 151 539 dans la Cuvette, 119 722 sur les Plateaux [*bateke*], 70 675 dans la Likouala et 52 135 dans la Sangha, tandis que la capitale à elle seule avait 909 542 habitants et surtout le "Sud", commençant autour de Brazzaville, dans le "Pool", plus de trois fois la population du "Nord", avec 1 375 611 habitants (soit 665 502 dans le Kouilou, où se trouve Pointe-Noire, capitale économique du pays; 220 075 dans le Niari; 219 822 dans la Bouenza; 74 420 dans la Lekoumou et 195 792 dans le Pool). L'on voit encore à ces chiffres (quelle que soit leur valeur absolue, assez contestable) qu'en ordre de grandeur le "Nibolek", simple portion du sud acquise à Lissouba (et créditée en 1992 de 514 317 habitants), est plus important démographiquement que le nord tout entier.³

La guerre civile, entre 1993 et 1999, n'a pas modifié en profondeur ces données, pour autant que l'on puisse en juger et en dehors de déplacements temporaires, qui sont devenus massifs en 1998-1999 seulement. Les affrontements ont certes eu pour effet direct de vider Brazzaville d'une part importante de sa population. Mais, en contrepartie, Pointe-Noire a gagné parallèlement en nombre d'habitants, selon les estimations les plus courantes à ce sujet. Une économie informelle et des trafics de toutes sortes s'y sont développés, du fait de la ruine physique de Brazzaville. Car le retour à la vie en brousse pour bien des Congolais urbanisés n'a été considéré par eux, en définitive, que comme une solution d'attente pouvant se prolonger en raison des circonstances. La guerre civile n'a donc pas engendré une inversion structurelle du flux migratoire national, lié à un exode rural sans doute parmi les plus massifs de toute l'Afrique et qui fut de plus en plus marqué tout au long du siècle, touchant, en fin de compte, plus encore le nord que le sud du pays.

Depuis l'apparition du suffrage universel moderne au Congo, de tels éléments de configuration géographique et de distribution démographique sont apparus comme demeurant, de tout temps, très importants, pour la vie politique locale. Celle-ci a, en effet, été dominée par des tensions à caractère inter-ethnique et régionaliste dès la veille de l'indépendance, lors du passage à l'autonomie interne (1959). Seule la dureté du régime militaire marxiste imposé durant les années 80 a occulté temporairement cet aspect fondamental de la vie politique congolaise.

³ Chiffres cités dans l'article "Population" de S. Decalo, V. Thompson, R. Adloff, *Historical Dictionary of Congo*, 3^e éd. (Londres: Scarecrow Press, 1996), pp. 258 et 261

La rivalité entre différents leaders de partis politiques tous régionaux qui vient d'être résumée pour les années 90 ne se comprend en effet que par rapport à la constitution, après la seconde guerre mondiale et dans le cadre de l'accession à la représentation des Africains dans le système parlementaire français sous la IV^e République, d'une classe locale de politiciens, à base électorale avant tout ethnique et, de là, régionale.⁴

C'est une répartition ternaire des diverses formations politiques qui s'est dégagée d'emblée au Congo-Brazzaville, dès les années 50, dans un territoire où se situait alors la capitale fédérale de l'AEF:

- Pointe-Noire, créée lors de la construction du chemin de fer, et après avoir séparé le Kouilou-Niari-Divénié du territoire du Gabon en 1918, fut aussi le siège de l'assemblée territoriale en 1958-1959, et resta dominée par des leaders *vili*, appartenant à l'ethnie principale de la côte mais n'ayant aucune audience dans le reste du pays.

- Les diverses populations situées entre la zone littorale et Brazzaville optaient, suivant les cas, pour des partis dont les dirigeants émanaient soit de la communauté *lari*, dominante autour de la capitale fédérale au sud, soit du principal peuple du nord, les *mbochi*, avec une césure très marquée dans la capitale entre les choix politiques des quartiers Nord (autour de Poto-Poto) et Sud (autour de Bacongo).

Lors de l'accession à l'autonomie interne puis du passage à l'indépendance, c'est un *lari*, l'Abbé Fulbert Youlu, qui l'emporta définitivement sur son concurrent *mbochi* Jacques Opangault, premier chef du gouvernement local en 1957, mais non sans des affrontements ethniques violents, les premiers entre *lari* (sous-groupe *kongo*) et *mbochi*, qui ensanglantèrent Brazzaville en février 1959. A l'indépendance, l'abbé Youlou devint président de la République et Opangault vice-président, mais ce partage plus ou moins fictif du pouvoir politique entre Nord et Sud fut de courte durée et le régime fut finalement renversé en août 1963 par une action vigoureuse des syndicats, se ralliant la population de la capitale puis l'armée, alors que les troupes françaises stationnées dans la capitale au titre de la Communauté franco-africaine n'intervenaient pas contre les manifestants pour défendre le chef de l'Etat légal (situation qui se reproduira en juin 1997).

Le pouvoir suprême passa ainsi à un autre *kongo*, Alphonse Massamba-Débat, cousin de son prédécesseur, mais instituteur élevé dans le protestantisme et non plus prêtre catholique interdit *a divinis*. Il eut comme Premier ministre un agronome du Sud (Niari septentrional), formé en France et en Tunisie, Pascal Lissouba, dont le groupe ethnique, celui des *nzebi*, était surtout implanté au Gabon. En septembre 1968, la démission forcée du chef de l'Etat donna le pouvoir à des militaires surtout nordistes, dominés alors par Marien Ngouabi, un *kuyu* (sous-groupe *mbochi*) de la Cuvette qui devint le troisième président congolais, mais aussi le premier à être originaire du Nord. Assassiné en mars 1977, il fut remplacé par un autre militaire *kuyu*, Joachim Yhombi-Opango, dans une atmosphère de crise nationale aiguë (assassinat du cardinal Biayenda, archevêque de Brazzaville et exécution de l'ancien président Massamba-Débat, tous deux *kongo*).

⁴ La chose est bien mise en évidence à l'article "Political parties", Decalo, p.246

Le nouveau chef de l'Etat fut destitué à son tour, en mars 1979, par le Bureau politique du Parti unique marxiste, le PCT (Parti congolais du travail). Ce dernier était en effet passé sous le contrôle d'un autre militaire *mbochi* (mais non pas *kuyu*), Denis Sassou Nguesso, dont le pouvoir, autant sinon plus répressif que les deux précédents, fut ensuite sans partage jusqu'à la Conférence nationale souveraine de 1991, permettant de revenir au multipartisme (disparu depuis 1963, du temps du président Youlou) et à la démocratie et qui fut, de fait, dominée par les *lari* et plus généralement les *kongo*.

A la fin de celle-ci, un Premier ministre de transition, André Milongo, fonctionnaire civil *kongo* ayant travaillé à la Banque mondiale, fut placé à la tête du pays jusqu'à l'élection présidentielle au suffrage universel direct d'août 1992, la première organisée depuis l'indépendance.

Au cours celle-ci, Sassou-Nguesso, président encore en exercice mais battu dès le premier tour, soutint au second la candidature de Lissouba (rival malheureux de Milongo pour la direction du gouvernement), contre celle de Bernard Kolelas, un ancien lieutenant de l'Abbé Youlou qui était parvenu à distancer Milongo dans la faveur des *lari* et de portions importantes du groupe *kongo* au sens large.

Un examen rapide des statistiques électorales congolaises⁵ permet de vérifier le caractère ethnique et régional du vote, avec des césures très marquées (quoique légèrement variables) au sein de l'ensemble national:

- Lors des élections législatives de 1959, le parti de Youlou, l'UDDIA (Union démocratique de défense des intérêts africains), arriva très largement en tête (près de 70% des suffrages exprimés) dans les circonscriptions correspondant au Kouilou, au Niari et à Brazzaville (avec même plus de 90% dans une Lekoumou peu peuplée), mais il fut presque inexistant dans les circonscriptions du Nord où triomphait celui d'Opangault, le MSA (Mouvement socialiste africain), qui eut au total 40% des 331 263 suffrages exprimés sur plus de 420 000 électeurs inscrits, résultat remarquable car correspondant plus ou moins au poids démographique du groupe *mbochi* (une centaine de milliers de personnes en tout) ou encore à celui, en termes de corps électoral, des deux circonscriptions du Nord (80 000 électeurs inscrits, 20% de ceux-ci environ) doublé de ceux des groupes du Sud se ralliant à lui par défiance envers les *lari*.

- L'on retrouve aussi ce type d'alliance électorale de gens du Sud non *kongo* avec des hommes du Nord à l'occasion de l'élection présidentielle de 1992 (ayant 1 350 000 électeurs inscrits et 831 827 votants au second tour); Lissouba, dont le parti, l'UPADS (Union panafricaine pour la démocratie sociale), reste sudiste, contrairement au MSA, recueille pourtant plus de 90% des voix dans le Nibolek comme le Nord (Cuvette, Sangha, Likouala) au second tour, mais de 46 à 60% ailleurs, alors que Kolelas, héritier politique de l'UDDIA de Youlou avec son MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral), recueille 86% dans le Pool, 56,8% à Brazzaville et un peu plus de 50% dans le Kouilou (où résident aussi des *kongo*). L'on remarque d'ailleurs que Lissouba, dans le nom de son parti, évite de faire référence au

⁵ Consulter celles commentées ici dans D. Nohlen, M. Krennerich, B. Thibaut, *Elections in Africa: A Data Handbook* (Oxford: Oxford University Press, 1999), pp. 271-75

“Congo” afin d’éviter sans doute de servir ainsi, involontairement, la cause politique de son adversaire et bien qu’il soit soutenu lui-même par des kongophones marginaux, les *bembe*.

2. Implications Regionales du Conflit Congolais⁶

2.1 Le Congo-Brazzaville dans son environnement géographique et culturel

Le Congo-Brazzaville se trouve dans une aire culturelle que l’on pourrait définir comme celle du Bas-Congo, qui embrasse aussi une partie de la RDC (République démocratique du Congo, ancien Zaïre, que l’on peut appeler aussi Congo-Kinshasa), et de l’Angola comme du Gabon actuel.

Cette aire se caractérise, historiquement, par le rôle central joué par l’ancien royaume du Congo (ou “Kongo” pour certains auteurs), qui a noué dès la fin du XVe siècle des contacts étroits avec le Portugal, à la fois diplomatiques, économiques et culturels. Ce royaume a subsisté sous une forme unifiée mais restreinte jusqu’à la conférence de Berlin en 1885. De vassal direct du roi de Portugal, le roi de Congo devint alors un simple chef colonisé parmi d’autres, dans sa capitale de São Salvador (ou Mbanza Kongo), aujourd’hui localité très secondaire de l’Angola, mais qui fut pourtant à la fin du XVIe siècle le siège d’un immense et premier évêché catholique constitué directement sur le continent africain, du cap Vert à celui de Bonne espérance.

Le Congo ancien, devenu chrétien et allié du Portugal, a poursuivi une expansion vers le nord, sur la rive droite du fleuve que les gens du pays nommaient “Zaïre” (ou *nsadi*, “fleuve”, en *kikongo* moderne) et ceci au détriment de différents peuples dont le principal étaient celui des “Anzicos”, qui sont probablement les ancêtres des *teke* (*bateke*) modernes, dont le souverain, le roi Makoko, semble bien mentionné comme tel dès les premiers écrits portugais sur la région. L’un des sous-groupes *kongo* les plus entreprenants était celui de la province de Sundi, bordant le Zaïre au Nord-Est. C’est là l’origine de l’expansion actuelle des *sundi* au Congo-Brazzaville, alors que le nom de “*lari*” attribué à un ensemble ethnique *kongo* reste très récent, ne datant que de la fin du XIXe siècle.

Sur la côte du Gabon et du Congo-Brazzaville actuels, l’ancien royaume de Congo aurait atteint le cap Lopez, juste sous l’équateur, au milieu du XVIe siècle. Mais il entra ensuite en décadence et les royaumes marchands de langue *kongo* du nord de l’estuaire, soit du nord au sud ceux de *loango*, *kakongo* et *ngoyo* (Cabinda), se détachèrent de lui dès la fin du même siècle, au moment où précisément le Portugal passait aussi sous la coupe de l’Espagne. Quant au royaume d’Angola (ou des *Ambundus*), qui n’était que vassal du Congo mais d’où celui-ci tirait sa monnaie de

⁶ Pour une information générale sur l’histoire du Congo Brazzaville et de ses relations avec le Gabon, l’on consultera les ouvrages suivants: M. Soret, *Histoire du Congo Brazzaville* (Paris: Berger-Levrault, 1978); P. Moukoko, *Dictionnaire général du Congo-Brazzaville* (Paris: L’Harmattan, 1999); W. Randles, *L’ancien royaume du Congo des origines à la fin du XIXe siècle* (Paris: Mouton, 1966); H. Deschamps, *Traditions orales et archives au Gabon*, (Paris: Berger-Levrault, 1962); D. Gardinier, *Historical dictionary of Gabon*, 2^e ed. (Londres: Scarecrow Press, 1994). D’autre part, l’on se rapportera plus particulièrement aux travaux de M. Soret (*Histoire* et autres) pour les *lari* et les *kongo* occidentaux et de J. Vansina - *The Tio Kingdom of Middle Congo: 1880-1892* (Londres: Oxford University Press, 1973) - pour les *teke*; il n’y a pas d’étude synthétique sur les *mbochi*

coquillages (les *zimbus* de l'île de Luanda), il passa sous le contrôle direct du Portugal dès 1580, juste après qu'une expédition portugaise ait permis au roi de Congo de revenir dans sa capitale, ravagée par un peuple barbare et anthropophage, celui des *jagas* (dont descendent diverses populations locales aujourd'hui, du Gabon en Angola).

En 1665, les Portugais d'Angola, qui venaient à la fois de triompher de l'Espagne et des Pays-Bas, battirent des troupes congolaises dix fois plus nombreuses que les leurs à la bataille d'Ambuila (dans le Nord-Ouest de l'Angola actuel) où mourut un roi de Congo.

Dès lors le royaume ne compta que de moins en moins dans une économie régionale qui devenait essentiellement celle de la traite (échange de marchandises européennes contre les esclaves venus de l'intérieur) sur la côte atlantique et le long du bassin du Zaïre/Congo ou d'autres fleuves de la région. Ceci engendra une poussée générale des populations de l'intérieur, attirés par une côte où se concentrait la richesse.

Ainsi, la situation et l'identité des différents peuples de cette partie occidentale de l'Afrique équatoriale se modifia sensiblement entre le XVIe et le XIXe siècle, avant que la colonisation générale du continent par des puissances européennes ne parvienne à geler plus ou moins les différentes expansions ethniques. En particulier, le long du Zaïre/Congo et de son affluent l'Oubangui, les *bobangui* (*bangi*), puis les *mbochi* (ou *mboshi*) prirent le dessus sur les *teke* au cours du XIXe siècle, avant d'être dirigés sur Brazzaville et Bangui par les Français. Les *bangala* (*ngala*) et, à l'extrême est, les *ngbandi* (ethnie de Mobutu) restèrent prédominants le long de la rive gauche (belge) de ces fleuves. A la frontière du Congo belge et de l'Angola, les *lunda* qui avaient étendu leur prédominance à l'est de la colonie portugaise primitive depuis deux siècles s'étaient créés une sorte d'empire reposant sur la coercition. Ils contrôlent encore aujourd'hui dans cette zone l'exploitation artisanale du diamant.

De cette histoire très mouvementée sur le dernier demi-millénaire, s'est dégagée une répartition des différents peuples par grands groupes culturels et linguistiques, au sein d'un même ensemble, dépassant de beaucoup les limites de la zone considérée, qui est le domaine des langues dites "bantou" s'étendant du mont Cameroun à l'ouest au Kenya à l'Est et à la chaîne du Drakensberg au sud. Pour ce qui est du Bas-Congo et de ses abords, l'on distinguera toujours aujourd'hui deux grandes aires bien distinctes. La première, au sud, est formée par la nébuleuse (ou "l'espace", pour reprendre la formule du géographe Roland Pourtier) *kongo* au sens large, répartie sur l'Angola et la RDC du nord-ouest, peu homogène, mais aussi unifié culturellement par le souvenir de *Kongo dia ntotila*, "Congo du roi" et dont les *ambundu* du pourtour de la capitale angolaise restent à la fois proches et rivaux. La seconde constitue un monde du nord, mosaïque de peuples comme les *teke* (prédominants jadis, mais ayant perdu de leur influence politique, sauf au Gabon) les *mbochi* et les différents groupes gabono-congolais (*punu-shira* à l'ouest, *nzebi* et *mbete* au centre), ces derniers semblant d'ailleurs assez étroitement apparentés du point de vue linguistique, au sein du sous-ensemble *Western Bantu*. Les relations inter-étatiques, au niveau le plus élevé de l'Etat comme à celui de la vie quotidienne des populations frontalières, sont encore marquées par de telles variations, dans lesquelles s'est inscrite la guerre civile du Congo-Brazzaville et son environnement régional. Ainsi les différents réfugiés et déplacés congolais de 1999 se sont rendus par priorité dans des zones où le

soubassement ethnique et culturel leur permettait de ne pas se sentir aussi étrangers qu'ils auraient pu l'être ailleurs, parmi des peuples différents des leurs. C'est particulièrement le cas des *kongo*, surtout au sens étroit, qui ont un sentiment de supériorité marquée du fait de leur histoire prestigieuse.

2.2 Congo et Gabon, une histoire partagée

La "République du Congo" (capitale Brazzaville) et la "République gabonaise" (ou Gabon) partagent d'autre part un passé colonial très largement commun. L'origine de ces deux Etats ne remonte en effet qu'à la colonisation et le territoire du premier ne correspond pas à celui de l'ancien royaume du même nom, en dehors de sa partie strictement côtière, entre l'Océan et le chaîne montagneuse du Mayombe. Mais ces Etats modernes sont, du fait de la colonisation française, si imbriqués l'un dans l'autre que la République du Congo n'est, territorialement parlant, que l'enveloppe extérieure, du nord-est au sud-ouest, de la République gabonaise. Au début de l'entreprise coloniale française, avant la création de l'AEF en 1905, les deux territoires n'en formaient d'ailleurs qu'un seul, le "Gabon-Congo", subdivisé par une diagonale nord-sud en deux sous-sections occidentale ("Gabon") et orientale ("Congo") de part et d'autre du poste de Ndjolé (sur l'Ogooué, en plein cœur de la République gabonaise actuelle)⁷ et avec pour capitale Libreville. Brazzaville n'était encore qu'un simple poste militaire, face aux possessions personnelles du roi Léopold II de Belgique, connues alors sous la dénomination d' "Etat indépendant du Congo" et qui formèrent après la mort de ce souverain le "Congo belge".

Les noms respectifs des deux Etats ne font, certes, pas allusion à des réalités du même ordre. "Congo" était comme on l'a relevé le nom local du principal royaume d'Afrique équatoriale dès la fin du XVe siècle, tandis que "Gabon", mot en apparence portugais (qui est l'équivalent du français "caban", désignant un vêtement de marin) ne s'appliquait, en revanche, qu'à une réalité hydrographique, l'existence d'un estuaire (en fait une faille littorale empli par la mer) appelé de ce nom dès les premières cartes européennes et le long duquel s'est édifiée progressivement sur sa rive gauche, après 1850 seulement, la cité coloniale de Libreville.

Le Gabon et le Congo-Brazzaville, qui s'appelait "Moyen Congo" du temps de l'AEF (1910-1960), n'ont cessé d'être remodelés par le colonisateur français: ainsi, de 1911 à 1914, le Woleu-Ntem, division nord du Gabon a été rattachée, pour sa partie occidentale, au Cameroun allemand, tandis que la moitié orientale passait (définitivement) au Congo. Vers le sud, les zones administratives du Kouilou et des "Bakougnis" ont aussi été attribuées définitivement, en 1918, au territoire congolais (doté ainsi d'un accès direct à la mer) puis celle de Divénié en 1934. Au sud-est, le Haut-Ogooué a été congolais de 1925 à 1946, sa partie sud (Zanaga) le demeurant ensuite jusqu'à nos jours. La circonscription administrative congolaise du Haut-Ogooué fut même intégrée dans un grand "département" du "Niari-Ogooué" de 1934 à 1936.

⁷ Voir la carte de ce premier partage dans R. Pourtier, *Le Gabon, Tome 1: espace-histoire-société* (Paris, L'Harmattan, 1989), p. 97

Depuis les indépendances, il n'y a pas eu de revendications formelles de part et d'autre, malgré des relations bilatérales parfois tendues (affrontements de 1962). Cependant, les autorités de Libreville et celles de Brazzaville ont donné des indications divergentes aux cartographes français de l'IGN (Institut Géographique National), les deux pays se disputant le mont Fouari, au sud de Ndende, du fait de contradictions de textes officiels français. Il en va de même pour la frontière terrestre entre la lagune Banio, au Gabon, et la localité congolaise de Conkouati, où le différend porte sur une distance de 5 km, ce qui reste important par rapport aux enjeux pétroliers et forestiers. Vers l'intérieur, entre Divénié (au Congo) et Mbigou (au Gabon), un autre contentieux porte sur la zone de Malinga, où le gouvernement gabonais a renforcé unilatéralement les infrastructures administratives et routières pour manifester concrètement ce qu'il considère comme une possession légitime.

C'est dans cette conjoncture qu'a été aussi constituée au Gabon, en 1973, une nouvelle sous-préfecture à Boumango, chef-lieu du "département d'Ogooué-Létili", partie méridionale de la province du "Haut-Ogooué".⁸ C'est dans cette localité du pays *teke* que fut aussi lancée en 1977 l'une des entreprises para-étatiques phares du programme de développement gabonais, la SIAEB (Société industrielle et agricole d'élevage de Boumango), une société agro-industrielle d'élevage de poulets (Etat gabonais, 35% du capitale, Omar Bongo, à titre personnel, 8%) on ne peut plus mal située par rapport à un marché national concentré sur la côte (ce qui explique sa non-rentabilité), mais qui se présenta longtemps, à la frontière du pays, comme un défi et un prétendu succès d'un Etat africain pro-occidental, face au marxisme officiel et à l'échec industriel de ce qui était alors la "République populaire du Congo". Or, c'est bien Boumango, vitrine d'un Gabon à volonté expansionniste (du moins en termes idéologiques), qui a été, en août-septembre 1999, littéralement envahie par plusieurs milliers de réfugiés congolais, devenus alors plus nombreux que la population locale.⁹

D'autres réfugiés avaient passé quelques mois plus tôt la frontière à l'ouest, entre la région congolaise du Niari (investie par les troupes de Sassou Nguesso) et la province gabonaise de la Nyanga. Leur statut personnel n'était guère plus clair que le tracé frontalier dans cette zone. Qui en effet est réfugié et ne l'est pas? qui est "Congolais" ou "Gabonais"? C'est plus, en réalité, une affaire d'intérêt à court terme que de conviction profonde et de sentiment intime d'identité. Dans toute la zone frontalière, en effet, les individus et les groupes se définissent toujours d'abord par leur identité ethnique, liée d'ailleurs à une langue particulière, plus que par leur "nationalité" au sens moderne, bien qu'il n'ignore pas entièrement cette notion. La confusion est d'autant plus grande, dans ce cas particulier, que les relations politiques entre les deux capitales n'ont pas toujours été conflictuelles: ainsi, le président Bongo a joué un grand rôle à Brazzaville, mais le président Lissouba a de même été très influent au Gabon, notamment lors de l'élection présidentielle de 1993, où il a conseillé, dit-on, aux *nzebi* et aux autres groupes du Sud-Est gabonais de voter pour son ami (et parent, selon certains) Omar Bongo. Nombreux sont, en effet, les groupes ethniques (souvent très restreints en effectifs dans l'environnement forestier) que l'on retrouve à la fois au Gabon et au Congo, le long de la frontière. Les principaux sont, d'ouest en est et du sud au nord : *vili*, *lumbu*, *punu*, *nzebi*, *tsangi*, *teke*, *mbete*, *kota*, *fang*. Ce maillage socio-culturel précolonial (qui comprend aussi une hiérarchie traditionnelle entre des ethnies sujettes ou vassales et des ethnies dominantes que restent *mbochi* au Congo et

⁸ Sur ces problèmes frontaliers, voir Pourtier, *Le Gabon*, pp.119-127

⁹ Information personnelle, Paris, décembre 1999

mbamba au Gabon) unit plus en profondeur les deux Etats indépendants que l'imbrication de leurs frontières coloniales, en dépit de divergences idéologiques qui ont été particulièrement marquées durant la période 1963-1990, celle de la montée puis du déclin de la pensée marxiste au Congo .

3. Perspectives de Retour des Réfugiés et des Personnes Déplacées

3.1 Conditions internes d'une paix durable au Congo-Brazzaville

Deux obstacles considérables, tenant l'un à l'évolution des données intérieures et l'autre à celles de l'environnement régional, devront être surmontés (ce qui n'est pas encore le cas) pour obtenir une paix durable au Congo-Brazzaville.

Tout d'abord, la guerre civile, au cours de ses trois épisodes successifs (1993-1994, 1997 et 1998-1999) n'a cessé, avec un bilan humain et matériel de plus en plus lourd, de solidifier sur l'ensemble du territoire national comme dans la capitale (dont l'ethnisation des différents quartiers a atteint un degré maximal) l'opposition Nord-Sud. Celle-ci ne signifie pas que les deux grandes subdivisions du pays (avec Brazzaville, au centre, reproduisant dans le détail ce schéma spatial) soient d'un seul tenant et d'un avis univoque. Loin s'en faut et c'est même là l'une des causes directes des affrontements régionaux, minoritaires du Nord s'alliant volontiers avec minoritaires du Sud, pour tenter d'avoir par cette alliance la mainmise sur l'Etat. Mais, d'un point de vue culturel, le contraste est total entre une zone à dominante *kongo* et une autre où les *mbochi* et les gens du fleuve ont fini par l'emporter sur les *teke*. C'est ce dont témoigne les deux langues bantu véhiculaires utilisées à Brazzaville: *lingala* au nord, *monokutuba* (pidgin *kongo*) au sud. Un partage dualiste et sommaire du pays n'a cessé de se renforcer avec le sang versé, les vengeances collectives qu'il appelle sans cesse et la simplification dans le sens d'une ethnisation forcenée de la vie publique. L'on est devant ce paradoxe que la parcellisation à outrance de la lutte pour le pouvoir politique (considéré localement comme la seule clé véritable de la richesse économique) a conduit à radicaliser la césure originelle du pays, tant politique au sens moderne (et remontant à 1945-1959) que culturelle et sociologique (liée à l'histoire pré-coloniale).

Ce dernier aspect de la situation, par son caractère structurel et non pas conjoncturel, rend évidemment difficile toute tentative de reconstitution durable d'une unité nationale qui, la plupart du temps, n'a été depuis l'indépendance que très brève ou de façade, et ceci généralement plus par la coercition que par un dialogue sans contrainte. Quarante ans après la fin de la colonisation, on peut se demander si une nation congolaise existe véritablement, avec une identité propre - clairement identifiable - entre deux Etats dont les frontières ne sont pas moins éloignées que les siennes des réalités pré-coloniales, le Gabon (où les *nzebi* du Congo par exemple se sentent chez eux) et la RDC (où *teke* et *lari* de Brazzaville se rendent à Kinshasa sans sortir de leur cadre socio-culturel traditionnel). La réponse, à la fin de 1999, est évidemment négative et la paix fragile qui prévaut actuellement n'est qu'une paix relative, celle imposée par la victoire militaire, mais sans contrôle absolu du territoire national et de ses abords par le parti vainqueur.

Un facteur conjoncturel aggrave, d'autre part, la situation en compliquant à l'extrême toute tentative de règlement. C'est l'internationalisation du conflit intérieur du Congo-Brazzaville depuis juin 1997. Avant cette date, la guerre civile, concentrée sur la capitale, ne sortait pas des frontières. Mais avec le passage du Zaïre à la RDC en mai de cette année, prélude à un vaste mouvement d'alliances régional, allant indirectement de Tripoli à Pretoria du nord au sud et de Kampala et Dar-es-Salaam à Luanda et Libreville d'est en ouest, le conflit intérieur a changé de nature et s'est internationalisé.

Sassou Nguesso a dû son retour au pouvoir à des appuis comme ceux de *hutu* de l'ancien régime rwandais, réfugiés en République du Congo en 1997, du fait de l'avance sur Kinshasa de la coalition menée par Laurent-Désiré Kabila et surtout à celui, beaucoup plus déterminant, du régime angolais avec lequel il avait établi des liens durables au cours de la période marxiste de l'histoire congolaise. Ces derniers, avec un matériel militaire plus sophistiqué et complet que celui de leurs adversaires, ont fait la différence, renouvelant en 1998-1999 autour de Kinshasa et du Bas-Congo la victoire déterminante d'Ambuila, où les Portugais d'Angola avaient déjà bénéficié d'une supériorité en artillerie.

Mais l'internationalisation de la guerre en Afrique centrale n'a pas permis au régime de Luanda de vaincre militairement sa propre rébellion. Celle-ci a évolué, le FNLA (*Frente nacional para a libertação de Angola*) kongo disparaissant comme mouvement armé. Mais aussi bien les autonomistes de Cabinda (qui contestent le rattachement en Angola au moment de l'indépendance, ce qui ne correspond aucunement à la logique de l'histoire pré-coloniale, ni à l'esprit du traité de protectorat passé entre le roi de Cabinda et le Portugal) que les troupes de l'Unita (*União nacional para a independência total de Angola*) de Savimbi ne sont pas définitivement vaincus.

De fait, la guerre civile angolaise était, au début de l'année 2000, en train de s'exporter sur un front immense, allant de la Namibie, au sud (où trois touristes français ont été tués le 3 janvier par un groupe d'hommes armés, peut-être membres de l'Unita) au Gabon, au nord, où des Cocoyes congolais frontaliers se sont vraisemblablement réfugiés, refusant la réconciliation avec le nouveau régime sous tutelle de Luanda. Elle fusionnait donc avec celle du Congo-Brazzaville, surtout autour de l'abcès durable du Cabinda et le long d'une côte qui, entre Mayumba au nord et Luanda au sud, recèle les meilleurs champs pétrolifères offshore de toute la région, enjeu économique et politique considérable qui fait se croiser intérêts publics et privés dans cette zone.

A cet égard, et faute de sens réel de l'unité nationale, la conception de l'Etat développée implicitement par les leaders politiques congolais aussi bien que par ceux qui les soutiennent (et notamment les milices armées à leur service) et qui reste foncièrement prédatrice, comme bien des analystes l'on souligné, ne fait qu'aggraver le conflit, dans la mesure où il n'apparaît pas spontanément une *res publica* qui permettrait de poser les problèmes et les revendications des uns et des autres et de trouver par consensus une solution de partage du pouvoir. La Conférence nationale souveraine de février-juin 1991 n'a pas été un bon exemple à ce sujet: elle a été dominée par l'esprit de parti et de revanche ethnique des *lari* sur les gens du Nord. Depuis cette époque, c'est bien une volonté d'appropriation totale du *national cake*

par un seul parti et de vengeance sans nuance (dont témoignent des accusations publiques et réciproques de “génocide”) qui prédomine dans la vie politique congolaise et les exactions dénoncées par nombre d’observateurs se rattachent à un tel climat.

3.2 Possibilités et limites d’une médiation gabonaise

Le chef de l’Etat gabonais est de très loin celui de toute la région qui s’est le plus impliqué dans des tentatives renouvelées de règlement des problèmes intérieurs du Congo-Brazzaville. Cela n’est pas dû simplement à l’étroite imbrication, soulignée plus haut, de la République gabonaise et de la République du Congo. Elle tient aussi à de facteurs hautement personnels.

Omar Bongo, de l’ethnie des *atege* (branche septentrionale du rameau *teke*), né en 1935 dans l’est du Haut-Ogooué, à l’époque donc de son rattachement au Moyen-Congo, a fait ses études secondaires à Brazzaville, où il s’est marié et a résidé jusqu’à son service militaire, juste avant l’indépendance. Avant celle-ci, jamais il n’avait vu Libreville, alors qu’il connaissait particulièrement bien la capitale congolaise. Sans doute pour cette raison et bien que l’on soit assez mal renseigné sur les débuts de la vie de fonctionnaire puis d’homme politique de celui qui s’appelait encore Albert Bongo, il semble qu’il ait joué un rôle d’intermédiaire dans la réconciliation entre le Congo de Fulbert Youlou et le Gabon de Léon Mba après les incidents de septembre 1962 entre les deux pays, consécutifs à un match de football.

Ensuite, malgré une tension latente entre Brazzaville devenue l’un des foyers du marxisme africain et l’ancienne “Cendrillon” endormie et oubliée de l’Afrique équatoriale, de plus en plus riche et intéressante stratégiquement grâce au pétrole de la côte et aux minerais (manganèse, uranium) du Haut-Ogooué, le nouveau président gabonais, sélectionné par les Français dès avant la mort de Léon Mba en novembre 1967, donna une importance nouvelle à sa province natale et, par voie de conséquence aux affaires congolaises. C’est l’étroitesse de ses relations avec le président Yhombi Opango qui conduisit indirectement à la chute de ce dernier, accusé de “déviatinnisme bourgeois”. Mais son successeur Sassaou Nguesso se rapprocha à son tour de l’Occident et de la France, Elf Aquitaine devenant la société pétrolière la plus puissante politiquement à la fois à Libreville et à Brazzaville. En janvier 1990, après avoir divorcé de Joséphine Kama (une *mbamba* du Haut-Ogooué), Omar Bongo épousa officiellement Edith Sassou Nguesso, fille de son homologue congolais. A la même époque, il entretenait des contacts avec Pascal Lissouba, tandis que les relations entre *nzebi* du Congo et *mbamba* du Gabon n’avaient cessé de se renforcer depuis les années 40, notamment par l’intermédiaire du culte du Ndjobi.¹⁰ En 1992, il soutint la candidature de Lissouba à la présidence et plaida en sa faveur dans différents milieux, à Paris ou ailleurs dans le monde.

Tout ceci explique que dès la première phase de la guerre civile congolaise, Omar Bongo eut un rôle de médiateur, ce qui conduisit dès le 4 août 1993 à la signature à Libreville d’accords entre parties congolaises. En juillet-octobre 1997, sa médiation s’exerça encore durant de longues semaines avant d’échouer, d’abord diplomatiquement à Libreville (malgré la réunion d’un Sommet sur le Congo-Brazzaville, regroupant huit chefs d’Etat, les 14 et 15 septembre) puis par l’action

¹⁰ A ce sujet, voir G. Dupré, *Un ordre et sa destruction* (Paris: ORSTOM, 1982), pp. 353-85

militaire déterminante de l'Angola. Aujourd'hui, le président gabonais a été confirmé, derechef et non moins officiellement, dans un rôle de médiateur, le 29 décembre à Brazzaville, au cours d'une cérémonie (à laquelle il assista en personne) de signature d'un accord de cessation d'hostilités entre les forces de Sassou Nguesso et le chef d'un groupement de miliciens rebelles, le colonel Boungou Boungou, représentant le "haut commandement des Forces d'auto-défense de la résistance (FADR)".

Une vision rapide et optimiste des choses conduit à estimer que de tels efforts ont été efficaces, puisqu'ils se sont concrétisés, au moins temporairement, par des rapprochements réels. Néanmoins, force est de constater que, dans une perspective à moyen et long termes, ce n'est point le cas. Aucun des accords négociés précédemment à Libreville n'a tenu dans la durée. Rien ne garantit qu'il en sera différemment pour celui de décembre 1999, même si la lassitude de la guerre civile est perceptible au Congo et que la vie a repris un cours presque normal à Brazzaville. En particulier, une difficulté sur laquelle l'on risque d'achopper une fois de plus est la démilitarisation des jeunes miliciens qui n'étaient pas déjà dans l'armée congolaise et la remise aux autorités des armes qu'ils détiennent, contre leur intégration dans l'armée ou la fonction publique, avec un versement effectif des salaires et des soldes promises. En raison des exactions commises en 1999, l'on ne voit guère en outre un nettoyage militaire systématique du pays se faire sans problèmes dans les mois qui viennent, tout particulièrement dans le Sud.

Le fait que le Comité de suivi du dernier accord intérieur congolais soit placé sous l'autorité du président gabonais ne garantit rien à cet égard. Ce dernier ne parvient pas, en effet, à contrôler sa frontière et des Cocoyes ont, semble-t-il, trouvé dès maintenant refuge au Gabon.

Ce pays reste d'ailleurs, comme le Burundi vis à vis du Rwanda, un "faux-jumeau" du Congo dont la vie politique propre est influencée par ce qui se produit à Brazzaville, mais d'une manière non exclusive. En s'impliquant trop complètement dans les affaires congolaises, le président Bongo risquerait ainsi d'être désavoué (ou tacitement blâmé) par une partie de la classe politique de son pays, liée aux ethnies du Nord-Ouest (là où se trouve la capitale), les *fang* (qui détiennent traditionnellement le poste de Premier ministre) aussi bien que les côtiers *myéné*, qui se sentent très peu concernés par ce qui se passe au Congo-Brazzaville et dont le souci principal reste d'être épargnés par les conséquences de la crise globale de l'Afrique centrale.

La marge de manœuvre du chef de l'Etat gabonais est d'autant plus délicate que, dans son entourage immédiat, il trouve à la fois des gens très solidaires des "Nibolek" (en raison de la proximité *mbamba-nzebi*, avec notamment son fils Ali Bongo, ministre gabonais de la Défense et *mbamba* matrilineaire par sa mère) et des partisans quasi inconditionnels de Sassou Nguesso (les *teke* de son clan paternel et patrilinéaire), qu'il a eu le plus grand mal à réunir à nouveau au cours de 1999 (ce qui explique en partie la longueur des dernières négociations inter-congolaises).¹¹ En 1997, du fait déjà de ces alliances partagées, le président Omar Bongo, qui passe souvent au Congo pour le gendre à la fois de Sassou Nguesso (mariage officiel) et de Lissouba (union polygamique coutumière) avait déjà été accusé de duplicité et c'est ce qui a entraîné

¹¹ Information personnelle, Paris, décembre 1999

alors sa rupture personnelle avec son homologue congolais de l'époque, Pascal Lissouba.

Il est donc hautement probable qu'une fois de plus, ce seront les rapports de force effectifs, plus que des constructions diplomatiques gabono-congolaises toujours très délicates, et quelques habiles qu'elles soient dans leur édification progressive, qui détermineront l'avenir de l'Afrique centrale dans son ensemble et du Congo-Brazzaville en particulier, ceci au moment où les derniers accords de Lusaka sur la RDC ont montré leurs limites.

De ce point de vue, le rôle de l'Angola, avec une armée gouvernementale de l'ordre de 50 000 hommes et capable d'intervenir à un niveau régional, demeure bien plus important que celui du Gabon, dont les forces armées effectivement équipées et entraînées se limitent à la "Garde républicaine" (= garde présidentielle) encadrée par des officiers mercenaires français et au petit contingent ayant servi à Bangui ces dernières années, soit quelques milliers de soldats seulement. La présence militaire continue de l'Angola au Congo-Brazzaville depuis octobre 1997 reste sans aucun doute le principal pilier du régime actuel, mais avec le risque permanent d'une déstabilisation locale encouragée directement par les rebelles angolais de l'Unita et leurs alliés (dont le Rwanda sous domination *Tutsi*).

3. 3 La réinstallation des réfugiés

Les problèmes posés par la réinstallation des réfugiés congolais qui se sont dirigés vers le Gabon au cours de l'année 1999 posent des problèmes différents en fonction de la situation d'origine de ces réfugiés.

Il convient de distinguer radicalement parmi ceux-ci entre ceux qui proviennent de Brazzaville et ceux de la vallée du Niari, qui se sont rendus au Gabon par des routes différentes et ne se sont pas installés dans les mêmes provinces gabonaises. Les premiers sont des citoyens, dans le sens le plus plein du terme, qui n'ont que des capacités limitées d'adaptation à un mode d'existence précaire en brousse (généralement en pleine forêt) et restent très marqués par des activités professionnelles souvent liées au fonctionnement de l'Etat. Alors qu'ils se réfugient dans des localités du Haut-Ogooué gabonais avec la volonté d'y mener une existence aussi proche que possible de celle qui était la leur avant les combats les ayant chassés de leurs foyers, ils n'hésitent pas à se déclarer réfugiés et à faire appel au système d'aide internationale qui permet de les assister matériellement. La seule restriction à cette attitude de principe est engendrée par la crainte d'être localisé par des forces ennemies. Elle se renouvelle dans les moments les plus tendus de la guerre civile, lorsque par exemple, au début de 1999, des résidents de Bacongo ont préféré ne pas prendre le risque pour leur vie d'emprunter le couloir humanitaire vers les quartiers Nord de Brazzaville et de s'installer plutôt très inconfortablement en brousse, ou de passer en RDC en pays *kongo*. Le même phénomène s'est sans doute reproduit, pour des gens d'ethnies différentes, avec les réfugiés congolais passant par Boumango, en septembre suivant, sans s'y fixer pour autant.

Mais, dès que des garanties formelles sont apportées à de tels réfugiés par des accords politiques prévoyant explicitement, comme ceux de novembre et décembre 1999, la réintégration au grade d'origine pour les fonctionnaires civils et militaires s'étant retrouvés (parfois malgré eux et en raison de leur simple identité ethnique) dans le

camp adverse de celui du régime Sassou Nguesso, ils sont incités directement à rentrer chez eux. A moins de soupçonner que les promesses qui leur sont faites ne seront pas tenues, ils ne sont d'ailleurs guère encouragés par la situation actuelle du Gabon (entré dans une phase de baisse de sa production pétrolière et de crise des recettes publiques) à demeurer dans un pays où l'avenir, en terme économique, n'est plus désormais en contraste complet avec celui du Congo, comme il l'a été longtemps. Les destructions à Brazzaville sont considérables certes, mais Pointe-Noire se révèle aussi comme la ville actuellement la plus dynamique de la région et il est hors de question, pour ces réfugiés brazzavillois, de passer en Guinée équatoriale, en pleine expansion mais trop éloignée vers le nord, alors que, très souvent, ils se sentent déjà étrangers dans un Haut-Ogooué gabonais de plus en plus privé de ressources (en dehors du manganèse de Moanda). Des accords politiques fermes et stables sont donc sans doute tout ce que souhaite, du moins dans un premier temps, ce type de réfugiés prêts à retourner dans leur milieu urbain d'origine dès que possible.

La situation des ruraux du Niari est certainement très différente, bien qu'elle soit encore bien mal connue et exige sans doute des études ultérieures. D'après les indications tirées d'un examen rapide de la situation actuelle (qui a été vécue en 1999 dans le Niari comme une véritable invasion du Sud congolais par le Nord, sur le modèle tchadien de guerre civile, ce qui constitue ici un cas absolument inédit), la population rurale (ou des villes secondaires, où le mode de vie s'apparente à celui d'un agglomérat de villages) est incitée à s'appuyer d'une manière temporaire, mais durable à court terme, sur un mode de vie plus rapproché, géographiquement et socialement, de ses plantations vivrières. C'est là une sorte de réflexe en cas de crises, très banal au Congo comme au Gabon. Dans la province gabonaise de la Nyanga, les populations frontalières congolaises, dont l'identité ethnique est la même que celle du milieu local, à dominante *punu* et *nzebi*, peuvent trouver à la fois des terrains à cultiver et un environnement de sécurité, avec les avantages cumulés d'un isolement protecteur dont la pratique irritait déjà l'administration coloniale française.¹²

Comme la culture de la banane plantain et celle du manioc, qui constituent la nourriture de base, se font sur un cycle rotatif annuel et que, d'autre part, il peut être intéressant, quant aux ressources cynégétiques, de s'installer dans des zones relativement peu peuplées, préservées d'une surexploitation par la mauvaise desserte routière et l'éloignement de Libreville (sans recours possible au chemin de fer) de cette partie du Gabon, le calcul économique le plus raisonnable, pour ce deuxième type de réfugiés, sans profession à revenus mensualisés, est de se fixer assez durablement sur place (pour quelques années, suivant les méthodes traditionnelles de jachère), tout en évitant, bien entendu, de se signaler comme membres de communautés venues du Congo.

Une analyse plus historique confirme la divergence de comportement entre deux grands blocs de populations, correspondant en fait aux deux types de réfugiés précités. Si l'on en croit les traditions orales des peuples considérés, ceux de l'ensemble *punu-lumbu-shira* du Niari congolais et de la Nyanga et de la Ngounié gabonaises se sont, depuis plusieurs siècles sans doute, dirigés du sud vers le nord, parallèlement à la côte (et en fuyant sans doute la progression *kongo*), tandis que les *nzebi* et *teke* gabonais du

¹² Voir notamment G. Sautter, *De l'Atlantique au fleuve Congo: Une géographie du sous-peuplement* (Paris: Mouton, 1966), t.2, pp. 634-6.

Haut-Ogooué et du massif Du Chaillu (groupes où dominait la métallurgie et le tissage du raphia, comme bases locales d'une économie véritablement monétaire) ont au contraire pris la direction de l'aval des affluents du Congo, du nord au sud, attirés sans doute par l'expansionnisme du marché fluvial. Or, en 1999, le comportement des réfugiés congolais au Gabon (recensés officiellement ou non comme tel) a recoupé de manière très significative ces grands mouvements anciens, ce qui incite à penser que ce dernier modèle pourrait s'appliquer aussi à la situation présente et que, dans le sud-ouest du Gabon, des accords politiques au Congo ne suffiraient donc pas à engendrer un mouvement général de retour des réfugiés, malgré l'indéniable attrait de Pointe-Noire.

4. Conclusion

Le Congo-Brazzaville et le Gabon sont aujourd'hui aussi étroitement liés au sommet de l'Etat qu'ils le demeurent d'autre part en fonction des liens tissés par l'histoire, surtout coloniale. Le fait que le Congo ne soit, territorialement, que l'enveloppe extérieure du Gabon implique un inévitable flux de réfugiés entre les deux pays en cas de guerre civile.

Mais, à l'expérience des trois conflits intérieurs congolais de 1993 à 1999, l'on constate aussi que le Gabon a cependant été relativement peu touché par les mouvements de population associés à ces phénomènes. Ceci s'explique notamment par le maintien de liens étroits entre les différentes composantes du cœur de l'ensemble ethnique *kongo*, très importante socialement et politiquement à Brazzaville comme à Pointe-Noire, mais dont le tropisme se tourne plus vers la RDC et l'Angola que vers le Gabon, en raison de leur histoire particulière.

Le seul risque grave associé au conflit civil à Brazzaville reste, pour le Gabon, celui d'être choisi éventuellement comme un sanctuaire des "Nibolek" congolais, au cas où aucun accord entre toutes les parties ne se révélerait durable dans l'ancienne capitale de l'AEF. Ceci supposerait aussi une coupure intérieure du Gabon, ce sanctuaire se trouvant naturellement au sud-est, dans le Haut-Ogooué, province natale du président Bongo, tandis que Libreville, la capitale, dont le maire est un *fang*, resterait toujours volontairement, et autant que possible, en dehors du conflit congolais.

Enfin, il est difficile, à l'heure actuelle, d'évaluer l'impact éventuel de la crise financière, économique et sociale qui se développe au Gabon depuis 1999 sur l'évolution future du conflit intérieur congolais et le flux de réfugiés que génère ce dernier

5. Bibliographie

Decalo, S., V. Thompson, R. Adloff, *Historical Dictionary of Congo*, 3^e éd., Scarecrow Press, Londres, 1996.

Deschamps, H., *Traditions orales et archives au Gabon*, Berger-Levrault, Paris, 1962.

Dupré, G., *Un ordre et sa destruction*, ORSTOM, Paris, 1982.

Gardinier, D., *Historical dictionary of Gabon*, 2^e éd., Scarecrow Press, Londres, 1994.

Moukoko, P., *Dictionnaire général du Congo-Brazzaville*, L'Harmattan, Paris, 1999.

Nohlen, D. M. Krennerich, B. Thibaut, *Elections in Africa: A Data Handbook*, Oxford University Press, Oxford, 1999.

Pourtier, R., "1997: les raisons d'une guerre 'incivile'", *Afrique contemporaine*, No. 186, avril-juin 1998.

_____, *Le Gabon*, L'Harmattan, Paris, 1989.

Randles, W., *L'ancien royaume du Congo des origines à la fin du XIXe siècle*, Mouton, Paris, 1966.

Sautter, G., *De l'Atlantique au fleuve Congo: Une géographie du sous-peuplement*, Mouton, Paris, 1966.

Soret, M., *Histoire du Congo Brazzaville*, Berger-Levrault, Paris, 1978.

Vansina, J., *The Tio Kingdom of Middle Congo: 1880-1892*, Oxford University Press, Londres, 1973.